

Pour un Changement de Logique Économique (CLÉ)¹

Un développement au service des individus et des communautés

Contexte

Au-delà du court terme, une crise profonde

La crise financière et économique qui a débuté en 2007 avec la crise des *subprimes* aux États-Unis, et qui s'est étendue globalement à travers les marchés financiers, s'est traduite par des pertes financières considérables. Des spéculateurs, mais aussi des institutions financières et des petits épargnants qui comptaient sur leurs fonds de pension et sur leur REER pour assurer leur sécurité à la retraite, ont vu une partie de leurs actifs fondre comme neige au soleil. La crise financière a ensuite entraîné l'économie réelle dans une spirale de fermetures d'entreprises et de chômage. Partout les budgets gouvernementaux ont été revus pour renflouer un secteur financier affaibli et par la suite pour libérer des fonds pour la stimulation des différents secteurs industriels.

C'est ainsi que de multiples acteurs (individus et organismes publics, privés et sociaux) pour qui l'économie n'était pas au centre des préoccupations, se virent impliqués presque à leur insu et de multiples façons par cette récession : fermetures d'entreprises et pertes d'emplois, réductions de budgets, réorientation des politiques et du financement public vers des « cibles stratégiques » pour la relance économique, etc. Au delà des chocs engendrés par la récession, les interrogations se multiplient : Que faire maintenant? Vers quoi se dirige-t-on ? Est-ce que la reprise veut dire un retour aux politiques économiques d'avant la crise?

Dans les faits, les politiques pour la reprise économique visent, essentiellement, à relancer les activités telles qu'elles se faisaient avant. Ainsi, dès l'été 2009, on commence déjà au Canada à parler de la « sortie de crise », puisque le PIB reprend lentement sa croissance... mais rien n'est réglé : l'économie continue de perdre des emplois; les obligations financières engendrées par le gouvernement pour affronter la crise limitent les possibilités de financement dans d'autres domaines et de nombreux secteurs restent fragiles. Au niveau mondial, les problèmes constatés continuent de s'accumuler : les coûts des changements climatiques, inéluctables, sont estimés à 1% du PIB annuellement pour le reste de nos jours, la crise alimentaire mondiale perdure, les inégalités s'accroissent, etc. Pourra-t-on continuer encore longtemps à appliquer les mêmes recettes qui nous ont menés droit au mur?

Une pensée économique inadéquate

Les politiques néolibérales dominantes depuis trente ans reposent sur le leitmotiv que le marché est plus flexible et efficace que tout, que la recherche du profit de chacun engendre une maximisation du bien-être individuel et sociétal et que les motivations des individus et des communautés en la matière sont identiques. Ces politiques ont certes conduit à un accroissement de l'activité économique (et en particulier de l'activité financière) mais les bénéfices de ces activités se sont concentrés au sommet de la pyramide. Les inégalités entre les plus fortunés et les plus pauvres d'une même société se sont creusées et les inégalités entre les pays riches et les pays pauvres se sont accentuées. Là où la capacité de consommation s'est accrue, en particulier au Nord, une multitude

¹ Le réseau CLÉ est un regroupement panquébécois d'organismes et d'individus qui vise à promouvoir une approche économique au service de la société et de ses communautés, en particulier au Québec. Ce faisant, le CLÉ met de l'avant une vision du développement qui prend explicitement en compte les enjeux sociaux, culturels, territoriaux et environnementaux dans les processus décisionnels économiques. Ainsi, le CLÉ souligne les objectifs pluriels de l'économie, entre autres l'importance, aux côtés des secteurs privé et public, d'un secteur associatif fort assurant la production des biens et des services pour le bien-être des individus et des collectivités.

d'indicateurs suggère que cette progression ne répond pas pour autant aux attentes fondamentales en matière de développement.

Entre temps, la concentration presque exclusive de la pensée économique dominante sur la croissance s'est poursuivie en parallèle à des dégradations profondes des conditions de vie des sociétés, notamment l'épuisement des ressources et la dégradation des écosystèmes, ainsi que l'appauvrissement généralisé, à l'échelle planétaire, de la vie en société de milliards de personnes. Aujourd'hui, la solution prônée est la relance de la consommation et de la production, entre autres pour financer les dettes accumulées par la presque totalité des pays. Dans une nouvelle ère où l'on constate les lacunes de cette croissance et où, pour les pays développés, la consommation dépasse largement leur « part » de l'empreinte écologique mondiale tolérable, force est de constater que cette solution n'est plus acceptable et cette pensée économique est erronée.

Il est plus clair que jamais que la croissance économique pensée isolément des autres dimensions de la vie en société n'équivaut pas à du « développement » mais conduit plutôt à la catastrophe. Le développement véritable implique une amélioration du mieux être et une prise en compte de l'ensemble des conditions de la vie humaine en société qui ne peuvent pas simplement être jugées en fonction de leur contribution à la croissance du PIB. Manifestement, **il faut revoir les approches en matière de développement, y compris ici au Québec et au Canada. Nous prôtons une vision globale de ce qu'est le développement²** pour qu'une véritable sortie de crise se situe sur une autre trajectoire que celle suivie au cours des dernières décennies.

Pour une autre logique économique

Tous les acteurs économiques, participant d'une façon ou d'une autre à des activités de production, de consommation et de répartition de ressources, ont des intérêts spécifiques, basés sur des visions différentes des situations, des objectifs à atteindre, des contraintes, etc. Il importe de reconnaître cette pluralité des acteurs et des intérêts. Ainsi, il n'y a pas *une* logique économique, il y en a plusieurs, et de l'avis du CLÉ, celle qui domine actuellement est erronée. Notre logique économique exclut à priori une pensée économique unique ou réductive, et cherche plutôt à prendre en compte les différents intérêts économiques et sociaux des secteurs, communautés, territoires et acteurs qui forment une société. Si la viabilité économique demeure une contrainte incontournable, la recherche du profit et du rendement à des actionnaires privés n'est pas le seul objectif. Quel que soit le secteur ou le territoire où nous œuvrons, nous agissons pour produire, consommer et répartir, en intégrant les dimensions environnementales, culturelles, sociales, politiques et donc les décisions humaines dans nos choix. Ces dimensions ne peuvent plus être rejetées comme externalités non mesurées dont il faudra inévitablement assumer les coûts un jour. C'est cette logique segmentée et biaisée qui nous mène à l'impasse.

Aussi, l'économie privée, la concurrence ou les forces du marché ne peuvent à elles seules régler les problèmes économiques et sociaux et assurer une juste distribution des bénéfices du développement. Il faut que les interventions publiques jouent un rôle actif et visent à réguler et à orienter l'activité économique et financière en fonction du mieux-être collectif et d'une prise en compte de toutes les dimensions du bien-être, incluant celles qui sont difficilement quantifiables, comme la vitalité de l'environnement ou de la culture.

L'économie sociale

Mais il y a plus. Il existe aussi les initiatives citoyennes tournées vers le développement économique et social mais fondées sur l'entrepreneuriat collectif et la coopération. Ces pratiques forment ce qu'on appelle l'économie

² Ref : (A1) **une mesure plus complète du développement** : définition des objectifs du développement, et des conditions et politiques nécessaires ou favorables au développement. Dénonciation des mesures actuelles limitées et recherche de nouveaux indicateurs du bien-être des individus et des collectivités qui prennent en compte entre autres les conditions économiques, environnementales et sociales; la vitalité culturelle; la viabilité écologique; et la répartition territoriale des activités économiques et sociales.

sociale et donnent tout son sens à la notion d'économie plurielle, car ils constituent, au côté du secteur public et du secteur privé, non seulement un troisième secteur, mais une approche différente. Ce secteur, déjà un contributeur essentiel à l'économie québécoise, regroupe les organismes qui ne sont ni publics (au sens d'entreprise d'État), ni privés (au sens de la recherche du profit avant tout). L'économie sociale est collective et vise à répondre, à travers des activités de production ou d'échange, à des besoins sociaux. Contrairement aux capitaux privés, les investissements économiques dans ce type d'activités cherchent aussi le rendement social. De par leur nature, ces activités sont ancrées dans leur communauté, c'est-à-dire qu'elles sont adaptées aux réalités et aux besoins locaux et ne sont pas sujettes aux délocalisations. Par leur façon de faire, leur volonté de mobiliser les personnes concernées et leur travail en réseau, les acteurs de l'économie sociale, de concert avec divers mouvements sociaux, participent à développer d'autres façons de répondre aux aspirations et aux besoins de la communauté et contribuent à construire des alternatives au néolibéralisme ambiant en favorisant le développement d'une économie solidaire et plus démocratique.

Ainsi, les entreprises d'économie sociale participent de manière significative au développement du Québec, d'autant plus que les études démontrent qu'elles connaissent un taux de survie plus important que l'entreprise privée. L'économie sociale apparaît donc comme un choix stratégique en matière de développement, et dans plusieurs pays elle fait déjà l'objet de reconnaissance de la part des instances politiques. Au Québec, elles ont collaboré avec le secteur public pour mettre en place des entités et des politiques publiques qui forment notre société (par exemple les CPE et les coopératives d'achat). Aujourd'hui, le gouvernement québécois reconnaît le rôle important des entreprises collectives dans l'économie du Québec, mais en pratique peu de politiques sont formulées pour permettre son épanouissement. **Une des priorités du CLÉ est d'assurer que les politiques publiques reconnaissent la pluralité des objectifs et des acteurs économiques, en particulier ceux issus de l'économie sociale, afin de formuler des politiques qui prennent en compte et favorisent cette diversité³.**

Pour une compréhension globale des enjeux du développement

En effet, une vision globale du développement exige une réévaluation des objectifs mêmes des politiques publiques en matière d'économie. La mesure du succès ne peut pas être une croissance économique (mesurée par le PIB) qui passe par la relance de la consommation lorsque cette consommation n'est ni équitable ni durable. Déjà notre rythme de consommation entretient les inégalités économiques jusqu'à un seuil socialement intolérable et crée des pressions sur l'environnement qui menacent implacablement l'équilibre écologique de la planète. Il faut que les politiques de redistribution des revenus et de lutte à la pauvreté soient repensées en conséquence, y compris à l'échelle internationale, indépendamment du taux de croissance de l'économie.

Des enjeux planétaires

Nous devons poser des gestes comme individus, mais nous devons aussi réaliser que ces gestes ne peuvent répondre aux énormes défis auxquels les nations et les populations du globe font face. L'action individuelle ne suffit plus. Ce constat ne réduit pas l'importance d'agir à l'échelle d'une personne, d'un pays ou d'une nation : il est clair que l'ensemble de ces actions, attentives les unes aux autres, contribuera concrètement à changer le modèle de développement dominant au niveau local, national et mondial. Néanmoins, dans la conjoncture actuelle, la dimension internationale prend un relief considérable et les questions économiques, politiques, sociales, culturelles et environnementales y sont étroitement reliées.

Cette interaction globale est d'autant plus souhaitable que beaucoup des enjeux auxquels nous faisons face à travers le monde sont similaires, et que les initiatives et les résultats développés ailleurs peuvent servir d'exemple ou renforcer la tendance de ce qui se fait ici. En ce sens, les initiatives qui contestent une vision unitaire

³ Ref : (A2) **la valeur de la diversité** : mesure des bénéfices de la diversité dans le tissu économique, social, écologique et culturel (résilience, variété, équité, etc.), promotion de l'économie sociale comme secteur critique à cet égard et appui aux politiques qui favorisent la diversité.

contribuant à la surexploitation et à la concentration de la richesse, et qui revendiquent une plus grande maîtrise de leur potentiel pour un développement complet et durable, sont à promouvoir et à soutenir. Le local reprend ainsi la place fondamentale qui lui revient.

En fait, ces initiatives émergent souvent des acteurs de l'économie sociale. Ils sont très actifs et de mieux en mieux organisés dans plusieurs pays du Sud. Ils partagent avec les acteurs du Nord les mêmes objectifs d'orienter les décisions politiques, y compris au sein des institutions internationales, pour une plus grande démocratie économique et le respect des populations et de leur mieux être. Ils partagent aussi leurs préoccupations pour les enjeux les plus importants du moment, soit la répartition des ressources, le maintien des écosystèmes et des cultures comme de leur diversité, et l'impact des politiques internationales au niveau local. En ce sens, un dialogue international ouvert, équitable et solidaire est aussi part intégrante du développement et du bien-être de nos sociétés et la solidarité doit figurer comme élément critique au bien-être collectif local et international.

La consommation responsable

Dans l'immédiat, même sans croissance, voire même en dépit d'elle, la richesse existe dans le monde, dans la multiplicité des sociétés, de leurs cultures, et dans l'énorme diversité des écosystèmes à travers la planète. Ainsi, pour le bien-être de toutes les collectivités actuelles et futures, **une troisième préoccupation du CLÉ est la consommation responsable**⁴ qui tient en compte ce que nous consommons, comme individus et comme société, et les impacts de cette consommation. Dans cette perspective, il faut évidemment soutenir des pratiques qui réduisent l'empreinte du développement sur l'environnement et évaluent le coût réel de ce que nous consommons. Il faut aussi prendre en compte les sources des biens et services consommés, pour privilégier les politiques et les normes qui contribuent à favoriser une répartition et une utilisation plus équitable et plus durable des ressources humaines et naturelles.

Pour un épanouissement des communautés

Le territoire

En outre, toute mesure de la concentration des ressources doit prendre en compte la dimension territoriale. Au niveau national comme international, la concentration de ressources autour de centres d'activités menace la viabilité des zones plus périphériques et ainsi la diversité et la vitalité du territoire. Un des exemples de cette menace est le déplacement des services publics et des services de proximité vers des pôles régionaux ou sous-régionaux. Ces fermetures et ces déplacements sont, règle générale, dictés par des raisons d'économie à court terme, mais ils mettent en question l'occupation à plus long terme des territoires plus éloignés et les infrastructures qui les appuient. La fermeture de l'école du village, du bureau de poste, de la caisse populaire ou du dernier dépanneur met en cause la qualité de vie des personnes et des familles qui habitent et caractérisent ces territoires plus excentriques, et par là même nuisent à la longue à la richesse du tissu social.

Or l'activité économique n'est pas une activité autonome qui répondrait à des lois naturelles. Elle est construite par des êtres humains qui agissent selon des objectifs, des logiques et des règles développés par ces mêmes êtres humains organisés en société. En définitive, les décisions économiques sont ainsi des décisions humaines, et comme toute activité humaine, l'activité économique est réalisée en collectif. Toute entreprise se développe sur la base d'initiatives collectives : l'éducation, la recherche, les infrastructures publiques, la variété des points de vue, des ressources et des financements disponibles (y compris publics) sont tous le fruit de ces décisions collectives. Ils donnent d'emblée à l'activité économique son caractère social.

Ces activités économiques s'inscrivent sur un territoire, le façonnent et influencent considérablement son mode d'occupation. Ainsi, on ne peut parler de gestion de ressources – par exemple, des forêts - sans prendre en

⁴ Ref : (A4) **l'importance de la consommation responsable** : promotion de l'importance des choix sur quoi et combien consommer et les effets de cette consommation (individuelle et sociétale) dans les divers domaines d'intérêt au CLÉ

compte le contexte et l'avenir des territoires où ces ressources se trouvent et des personnes qui y vivent. Ici aussi, un vrai développement passe par la promotion de la diversité : la prédominance trop prononcée d'une seule fonction économique ou d'une seule vision du développement d'un territoire rend sa population plus vulnérable sur les plans économique et environnemental. Il faut faire primer les besoins et les aspirations des communautés humaines qui occupent le territoire et ainsi prendre en compte non seulement la réalité économique dans son sens restreint mais aussi la réalité et les aspirations sociales, politiques, culturelles et environnementales des communautés. En bref, il est essentiel que les populations locales participent dans le processus même de leur développement.

La culture

Une des dimensions dans laquelle les communautés locales constituent un facteur déterminant est dans le développement des arts et des activités culturelles. Ensemble, ces activités jouent un rôle majeur au sein d'une société et en constituent une de ses richesses. En plus d'impliquer le travail rémunéré et bénévole de milliers de personnes, elles élargissent notre représentation du quotidien, elles contribuent à forger les identités et elles sont un facteur essentiel à l'épanouissement des personnes et des collectivités. D'ailleurs, la création artistique et les activités culturelles reflètent souvent le dynamisme d'un milieu ou, plus largement, d'une société : règle générale, leur développement va de pair avec un entrepreneuriat actif sur les plans économique et social. Inversement, leur absence annonce souvent la stagnation ou le déclin d'un milieu social.

Au Québec, nous sommes fiers de nos productions culturelles et le génie de plusieurs de nos créateurs est reconnu ici et à l'échelle internationale. C'est là un trait qui manifeste la vitalité d'un peuple. Dans ce foisonnement de créations, il faut reconnaître que Montréal joue un rôle important. Elle est une métropole culturelle, un centre de production et de diffusion qui rayonne à la fois sur le territoire québécois et à l'étranger. Pour continuer à jouer ce rôle, Montréal doit disposer d'outils de formation, de recherche, de conservation, de production et de diffusion de grande qualité. Des progrès importants dans ce sens ont été réalisés au cours des dernières décennies, mais il reste encore beaucoup à faire. Cependant, ici aussi, la reconnaissance et la promotion d'une pluralité de contributions (rurales et urbaines, locales et étrangères, traditionnelles et innovatrices) ne peut être qu'enrichissant. Le développement suppose la production et la diffusion des œuvres, sur une base de proximité, à travers les régions et dans les quartiers. Ici aussi, les politiques culturelles et économiques doivent prendre en compte les bienfaits du rayonnement de cette culture, et développer des moyens qui suscitent l'intérêt pour la richesse et la diversité des productions culturelles, et ce, sur l'ensemble du territoire.

En matière de politique culturelle, les gouvernements ont développé diverses mesures pour soutenir les créateurs et les productions culturelles. Une grande partie de celles-ci ont été réduites, voire éliminées, avec la crise économique, victimes elles aussi d'une vision restreinte du développement qui ne considère pas la promotion de la diversité des idées et des points de vue et le renforcement des identités comme éléments essentiels du bien-être. Or, une partie essentielle du développement d'un territoire dépend d'initiatives dans des champs multiples et variées, dont celles favorisant l'accès aux activités culturelles.

Le CLÉ soutient une vision du développement où les critères d'attribution des ressources sont débattus et influencés par tous les acteurs affectés et où ils favorisent la diversité et la vitalité des territoires afin de permettre une occupation plus satisfaisante de ceux-ci⁵.

S'outiller pour débattre

De nouveaux indicateurs

⁵ Ref : (A3) **l'impact de l'attribution des ressources** : étude de la répartition économique et géographique actuelle des ressources naturelles, financières et humaines et évaluation des critères et politiques de distribution, en particulier le cadre fiscal et législatif, sur les divers domaines d'intérêt au CLÉ.

Il est évident que, de tous ces points de vue, les politiques publiques doivent jouer un rôle déterminant à travers l'action des États et des institutions internationales. En particulier, elles doivent réguler et orienter l'activité économique en fonction d'une plus grande justice sociale et d'une prise en compte des contraintes environnementales en visant le bien-être de la population. Pour ce, le CLÉ souhaite le recours, au Québec comme au niveau international, à de nouveaux indicateurs du développement, qui mesurent plus que l'évolution du PIB ou des fluctuations boursières. Nous devons comme sociétés pouvoir prendre régulièrement la mesure d'indices critiques pour évaluer notre développement véritable, entre autres le niveau de pauvreté et de la répartition des revenus, la disponibilité et l'utilisation en fonction des besoins des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables, la vitalité et la diversité sociale, culturelle et écologique, et toutes autres mesures de la qualité de vie des populations dans toutes ses dimensions et selon les régions. La présente crise économique a montré les limites de la notion de développement lorsque celui-ci se définit en termes de croissance du PIB ou est traité indépendamment des autres dimensions de la vie en société et sans égard véritablement aux aspirations des populations.

Pour un débat public

Ceci est d'autant plus important que, dans le contexte actuel, il importe de confronter (dans le sens positif du terme) les différentes visions et perspectives existantes; il importe de mener un véritable débat public ouvert, informé et inclusif, sur les choix économiques qui s'offrent à nous. Ce débat doit non seulement impliquer les différents paliers de gouvernement et le secteur privé mais aussi les multiples initiatives de la société civile dans tous les secteurs et dans tous les territoires. L'économie ne peut pas être repensée en excluant les citoyens, d'autant plus qu'ils ont maintes fois prouvé leur capacité à inventer des modèles qui intègrent les valeurs sociales, écologiques et culturelles dont dépendent l'avenir et le véritable progrès du Québec.

Pourtant, nombre de décisions économiques qui affectent des millions de personnes sont prises en dehors de tout débat – et souvent de tout contrôle – démocratique. Nous croyons que la démocratie peut – et doit - aussi être économique. Bien avant d'être une question de dollars et de marchés, l'activité économique est une activité qui met en relation des êtres humains qui décident de quoi produire, comment le produire et comment répartir les fruits de cette production, compte tenu des contraintes existantes. En ce sens, tout ce qui renforce les capacités des êtres humains de prendre des décisions ou de participer à ces prises de décisions ne peut que renforcer l'économie. Il n'y a pas d'activité économique indépendante de son contexte politique, social, juridique et culturel : économie et société sont intimement liées.

Conclusion : pour une véritable sortie de crise

Il faut pratiquer la *reliance*, selon l'expression du sociologue et philosophe Edgar Morin. Il faut relier et subordonner le capital financier aux impératifs de l'économie réelle, et relier et subordonner cette économie aux exigences du développement social et démocratique. Il faut aussi pratiquer la *reliance* au sein des communautés humaines et entre elles. Il faut mettre de l'avant une approche du développement qui soit globale, qui prend en compte tous les éléments contribuant au bien-être des populations que nous avons présentés dans le présent document, et qui intègre le sectoriel, le territorial, le local et le global en prenant en compte des contraintes environnementales de chacun. C'est sur cette base seulement que la « sortie » de la présente crise pourra être considérée correctement orientée, et que le développement qui en découle pourra être considéré comme soutenable.

15 juin 2016

Note le 14 septembre 2010 : oups c'était plutôt le 13 septembre 2009 vii11 - ???